

N° 3

Février 2015

# Une nette dégradation du marché du travail

n Auvergne, la conjoncture reste mal orientée au 3e trimestre 2014. La baisse de l'emploi salarié marchand s'accentue (- 0,2 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre). À l'échelon national, l'emploi recule brusquement (- 0,4 %) après trois trimestres de stabilité. Les effectifs de l'industrie et de la construction sont plus nettement touchés qu'en moyenne nationale. En contrepartie, le recul de l'emploi intérimaire est moins prononcé en Auvergne (-2,7 % contre -4,0 %). Le taux de chômage régional augmente fortement (+0,3 point). Malgré tout, il demeure inférieur à la moyenne nationale, en hausse de 0,2 point. Les difficultés du secteur de la construction persistent au-delà de l'emploi. Le nombre de logements neufs en chantier et d'autorisations de futurs logements ne cesse de décroître. La fréquentation hôtelière du 3<sup>e</sup> trimestre 2014 se situe comme la plus basse des quatre dernières années. Toutefois, la fréquentation touristique dans les campings s'avère plus favorable. Le nombre de nuitées augmente de 1,3 % par rapport à la saison précédente. D'autres points positifs sont à noter pour la région Auvergne. Dans le contexte de baisse globale de l'emploi salarié marchand, les effectifs des services marchands augmentent de 0,5 % contre - 0,2 % en moyenne nationale. Parallèlement, le nombre d'entreprises créées par des micro-entrepreneurs progresse de 10,1 % par rapport au 3e trimestre de l'année précédente (+ 8,0 % en moyenne nationale).

Alain Batifoulier, Insee

Rédaction achevée le 30 janvier 2015

## Le recul de l'emploi salarié marchand régional se confirme

En Auvergne, les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, déjà en baisse au trimestre précédent, continuent de décliner au 3<sup>e</sup> trimestre 2014 (– 0,2 % en données CVS par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre). Au niveau national, les effectifs, relativement stables depuis le début de l'année, subissent un brusque recul (– 0,4 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre).

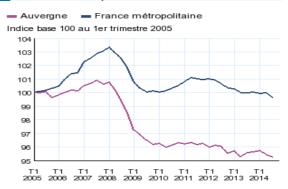
Au  $3^{\rm e}$  trimestre 2014, l'emploi industriel diminue plus rapidement qu'à l'échelon national (respectivement -0.5 % contre -0.4 %). Le rythme de décroissance s'accélère ainsi nettement par rapport aux quatre trimestres précédents.

Dans un contexte toujours défavorable au secteur, les effectifs de la construction continuent de fléchir tant en Auvergne qu'au niveau national (respectivement -1.4% et -1.1% par rapport au  $2^e$  trimestre).

Comme en France métropolitaine, après trois trimestres de hausse, le nombre de salariés du commerce se réduit (-0.4%).

À l'opposé, l'emploi dans les services marchands se renforce (+ 0,5 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre), à contrecourant de la moyenne nationale (- 0,2 %). Cette différence s'explique par une hausse plus prononcée des effectifs hors intérim et une baisse moins accentuée du nombre d'intérimaires en Auvergne.

#### 1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

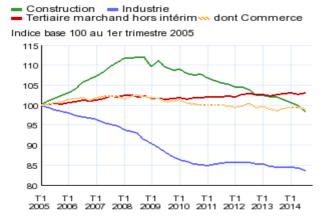
Source : Insee, Estimations d'emploi



## Hormis dans le Puy-de-Dôme, l'emploi salarié marchand se replie dans tous les départements.

En Haute-Loire et dans l'Allier, l'emploi salarié marchand perd respectivement 0,7 % et 0,6 % de ses effectifs. Dans le secteur de la construction, le nombre de salariés de ces deux départements diminue de plus de 2 %. Par ailleurs, leurs effectifs intérimaires reculent fortement: - 8,2 % en Haute-Loire et - 4,5 % dans l'Allier. Dans le Cantal, le 3e trimestre 2014 marque une réduction des effectifs salariés marchands de 0,4 %. Seule la légère croissance observée dans le Puy-de-Dôme permet d'infléchir la tendance régionale.

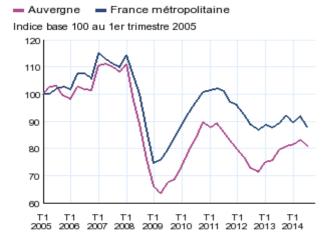
#### 2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Auvergne



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note: données trimestrielles. Source: Insee, estimations d'emplois

#### 3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières. Note: données trimestrielles

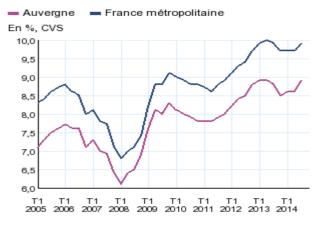
Source : Insee, estimations d'emplois

### Brusque accélération du taux de chômage auvergnat

Au 3e trimestre 2014, le chômage accélère nettement en Auvergne. Il touche désormais 8,9 % des actifs (données corrigées des variations saisonnières). Ce taux s'établissait à 8,6 % lors des deux trimestres précédents. Sur l'ensemble du territoire métropolitain, le taux de chômage stagnait à 9,7 % depuis trois trimestres. La hausse de 0,2 point enregistrée au 3<sup>e</sup> trimestre 2014 a pour conséquence de le ramener à son niveau d'un an auparavant.

Le taux de chômage croît dans les quatre départements auvergnats. Il progresse de 0,3 point dans l'Allier et le Puy-de-Dôme pour atteindre respectivement 10,6 % et 8,7 % de la population active. En Haute-Loire, il passe de 8,3 % à 8,5 %. Il augmente moins dans le Cantal, où il s'élève à 6,5 % en hausse de 0,1 point.

## 4 Taux de chômage



Note: données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

#### Les inscriptions s'intensifient

Le 3<sup>e</sup> trimestre 2014 est marqué par une nouvelle accélération du nombre de demandeurs d'emploi. En Auvergne, 99 030 personnes sont à la recherche d'un emploi (catégories A, B et C confondues corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables), soit un écart de + 1,1 % par rapport au trimestre précédent. Au niveau national, la hausse est plus marquée : + 1,7 %. En un an, les rangs des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C ont grossi de presque 6 % tant en Auvergne qu'en France.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans augmente moins rapidement qu'à l'échelon national (+ 0,9 % contre + 1,3 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre). En revanche, sur un an, le rythme enregistré en Auvergne s'aligne sur la moyenne nationale (+ 1,1 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

L'évolution trimestrielle du nombre des demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus est proche de celle observée en moyenne métropolitaine (respectivement de + 2,4 % et + 2,2 %). Mais sur un an, l'aggravation est plus forte dans la région (+ 11,4 % contre + 10,2 %).

Les demandeurs en recherche d'emploi depuis plus d'un an sont de plus en plus nombreux en Auvergne et en France métropolitaine. La hausse s'avère toutefois moins marquée dans la région tant sur le trimestre (+ 1,6 % contre + 2,8 %) que sur l'année (+ 8,6 % contre + 10,0 %).

## Les difficultés persistent dans la construction

En Auvergne, 4 432 logements ont été mis en chantier entre octobre 2013 et septembre 2014. Ce nombre se révèle inférieur de 7,4 % à celui de la période précédente (de juillet 2013 à juin 2014). Le recul touche aussi bien le secteur du logement collectif que celui du logement individuel. Au niveau national, la situation se limite à une baisse moyenne de 1,0 % pour l'ensemble des logements mis en chantier.

Dans le même temps, les autorisations de nouveaux logements, soit 5 469 unités, demeurent orientées à la baisse en Auvergne. Au regard des évolutions précédentes, le ralentissement apparaît toutefois modéré (-1,7 % par rapport à la période de juillet 2013 à juin 2014). À l'échelon national, les perspectives se présentent sous un meilleur jour avec une hausse de 0,8 % pour l'ensemble des logements, interrompant ainsi une tendance soutenue à la baisse.

## 5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, <u>Sit@del2</u>

## 6 Évolution du nombre de logements commencés

Auvergne
 France métropolitaine



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

#### Mauvais été dans l'hôtellerie

En Auvergne, la fréquentation hôtelière du  $3^{\rm e}$  trimestre 2014 confirme la tendance négative du début de l'année. Le nombre de nuitées s'élève à 1 268 800, soit une baisse de 3,4 % par rapport au  $3^{\rm e}$  trimestre 2013. Il représente surtout le chiffre le plus bas des quatre dernières années pour la même période. Le déficit de nuitées par rapport à la moyenne des quatre étés précédents s'établit à -5.7 %. Les faibles fréquentations en juillet et septembre (respectivement -7.7 % et -3.2 % par rapport aux mêmes mois en 2013) expliquent ce recul.

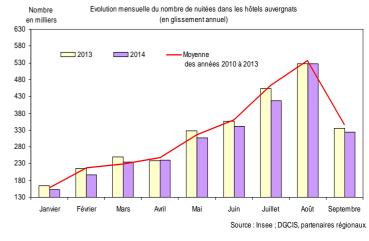
## Une hausse modeste des nuitées de plein-air

La saison 2014 s'avère un peu plus favorable pour les campings de la région. Les 1 759 000 nuitées enregistrées de mai à septembre sont en augmentation de 1,3 % par rapport à la saison 2013 (+ 0,3 % au niveau national). Elles dépassent la moyenne des quatre saisons précédentes de 1,3 %. La fréquentation plutôt inhabituelle du mois de juin et la hausse enregistrée en septembre permettent de compenser les baisses du cœur de l'été.

#### **Avertissement:**

Depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions définies par la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entreprise. En particulier le terme de micro-entreprise (resp. micro-entrepreneurs) se substitue à celui d'auto-entreprise (resp. auto-entrepreneurs). Pour les données de créations d'entreprises cette nouvelle dénomination est employée à partir de décembre 2014. Ce régime de la micro-entreprise doit être distingué de la catégorie des microentreprises définie par l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie (LME) et précisée par le décret n° 2008-1354.

#### 7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



## Recul limité des créations d'entreprises hors microentrepreneurs

En Auvergne, 1 039 entreprises hors micro-entrepreneurs sont créées au 3<sup>e</sup> trimestre 2014. Ce nombre, inférieur à celui du trimestre précédent (– 1,4 % en données corrigées des variations saisonnières et jours ouvrables), se situe également en retrait du volume de créations enregistré au 3<sup>e</sup> trimestre 2013 (– 1,4 %). À l'échelon national, le recul est plus prononcé : – 2,0 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2014. Il a pour effet d'inverser la tendance à la hausse qui prévalait depuis la fin de l'année 2012.

En Auvergne, la baisse des créations hors micro-entrepreneurs est surtout due au secteur du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration où les créations chutent de 7,8 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre. L'industrie joue également un rôle déterminant avec un recul des créations hors micro-entrepreneurs de 9,4 %, supérieur de presque 3 points à la moyenne nationale. En revanche, dans un contexte au demeurant peu favorable pour ce secteur, les créations augmentent fortement dans la construction auvergnate (+ 12,9 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre), à contre-courant de la moyenne nationale (– 3,4 %).

## La présence des micro-entrepreneurs se maintient à un niveau élevé

Sur un an, les créations par les micro-entrepreneurs augmentent plus nettement en Auvergne qu'en France métropolitaine (respectivement +10.1% et +8.0%).

En Auvergne, elles progressent nettement dans le secteur des services (+ 14,0 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2013) et dans celui du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration (+ 13,2 %). Les créations industrielles évoluent également à un rythme soutenu (+ 11,5 %). En revanche, les créations par les micro-entrepreneurs baissent nettement dans le secteur de la construction (– 11,2 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

La hausse des créations par les micro-entrepreneurs s'observe dans les quatre départements auvergnats. Elle est la plus élevée dans le Cantal (+ 29 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2013), où elle accompagne une hausse des autres formes de création (+ 20 %). En Haute-Loire, les créations d'entreprises sont également soutenues (+ 17,8 % pour les micro-entrepreneurs et + 5,7 % pour les autres formes de création). Dans l'Allier, les créations par micro-entrepreneur sont moins dynamiques que les autres formes de création (+ 8,0 % contre + 12,9 %). Enfin, la hausse des créations par micro-entrepreneur se limite à 6,4 % dans le Puy-de-Dôme tandis que les autres formes de création diminuent de 12,6 % sur un an.

## 8 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

### Stabilité du nombre de défaillances d'entreprises

Entre octobre 2013 et septembre 2014, le nombre de défaillances d'entreprises prononcées en Auvergne est équivalent à celui de la

période de juillet 2013 à juin 2014. Pour l'ensemble des régions métropolitaines, il recule légèrement de 0,4 %.

### Contexte national: Les freins se desserrent un peu

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2014, l'activité en France se révèle un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au 4e trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au 1er semestre  $2015\ (+\ 0.3\ \%$  par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,2 % mi-2015 (10,6 % France entière).

## Contexte international : Légère embellie en zone euro

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2014, l'activité accélère légèrement dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique progressent de nouveau fortement, tandis que la croissance reste modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité continue de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons, où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum génèrerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 pèse fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

## Méthodologie:

#### Taux de chômage localisés

Ils sont définis par zone d'emploi, département et région en métropole.

La méthode d'estimation repose sur l'estimation du chômage et de la population active (chômage + emploi). Le nombre de chômeurs localisé est obtenu, chaque trimestre, par ventilation du nombre de chômeurs national à l'aide de la structure géographique des DEFM. Chaque série est corrigée des variations saisonnières. L'emploi s'appuie sur les estimations d'emploi au lieu de résidence du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées) et sur des matrices de passage du lieu de travail au lieu de résidence.Les séries de taux de chômage localisés sont révisées à partir des résultats du 4º trimestre 2013. Le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national après rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point aux anciennes données. La méthode d'estimation des taux de chômage localisés est améliorée sur différents points dont l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration du passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). Les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétropolées de ces deux effets.

#### Emploi salarié marchand hors agriculture

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié sont établies par l'Insee à partir des informations Urssaf (Union pour le recouvrement de sécurité sociale et allocations familiales). Elles sont complétées par l'estimation de l'emploi intérimaire. Elles portent sur les secteurs dits « principalement marchands » : industrie, construction, commerce-transports-hébergement-restauration et services principalement marchands (information et télécommunication ; activités financières et immobilières ; soutien aux entreprises ; services aux ménages). Ce champ couvre les deux tiers de l'emploi salarié total d'Auvergne et de France métropolitaine. Agriculture, administration publique, enseignement, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs sont exclus. L'emploi intérimaire est compris dans les services marchands et représente moins de 10 % de l'emploi de ce secteur en Auvergne et au niveau métropolitain. Les séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

#### Insee Auvergne

3 place Charles De Gaulle

DP 120

63403 Chamalières cedex

Directeur de la publication

Arnaud Stéphany

Rédaction en chef :

Sandra Bouvet, Anthony Faugère

ISSN : 2263-5734 © Insee 2015

Maquette : Insee Mise en page : Insee

## Pour en savoir plus :

 Note de conjoncture nationale, décembre 2014, « Les freins se desserrent un peu »

www.insee.fr/fr rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture



